



Michel Dobry : « Penser = classer ? »

Entretien avec André Loez, Gérard Noiriel et Philippe Olivera

DANS **GENÈSES** 2005/2 n^o 59 , PAGES 151 À 165

ÉDITIONS **BELIN**

ISSN 1155-3219

ISBN 270114177

DOI 10.3917/gen.059.0151

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-geneses-2005-2-page-151?lang=fr>



CAIRN . INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Michel Dobry :

«Penser = classer ?»

*Entretien avec André Loez,
Gérard Noiriel
et Philippe Olivera**



* À propos de Michel Dobry (éd.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, coll. «Bibliothèque Albin Michel Idées», 2003, 463 p.

1. Voir Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, FNSP, 1986, et «Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la "Révolution fasciste"», *Revue française de sociologie*, vol. 30, n° 3-4, 1989, pp. 511-533.

PHILIPPE OLIVERA. – Le livre que vous dirigez est un objet éditorial un peu improbable : le titre donne le sentiment d'un ouvrage d'historiographie mais il est aussi tout autre chose ; tantôt c'est l'interprétation qui est au cœur de la réflexion, tantôt ce sont les processus historiques à propos desquels se pose à tort ou à raison la question de leur qualité de «fascisme». Autant un livre sur la question du fascisme français qu'un livre sur une certaine école d'histoire politique contemporaine française. C'est un ouvrage où vous ne vous contentez pas de regrouper, de rassembler des contributions, mais où vous vous avancez personnellement. Et en même temps, c'est tout sauf un livre d'école car on y trouve de vraies divergences de méthodes et de conclusions entre les textes rassemblés. Il paraît donc utile, indispensable même, de commencer par retracer l'histoire ou la genèse de cet ouvrage.

MICHEL DOBRY. – Le titre m'a été imposé par l'éditeur, mais après tout il n'est pas si mauvais que cela : je n'attache pas une signification technique au mot «mythe», mais ce que j'avais en tête lorsque l'occasion s'est présentée de monter cette entreprise, c'était de contribuer à déstabiliser définitivement une interprétation historique fortement présente dans l'univers de l'histoire en France, et le titre correspond bien à cet aspect du projet. Ce questionnement m'avait déjà conduit à publier un article en 1989. Travaillant à l'époque sur les crises politiques, j'avais été très troublé par ce que disaient certains historiens français du 6 février 1934, et de l'«allergie» au fascisme qu'ils prêtaient à la société française et qui était supposée expliquer la survie, alors, de la III^e République¹. Un autre aspect consistait en quelque chose de plus important que de contribuer à déstabiliser cette vision, que j'avais appelée «thèse immunitaire». C'est la question de savoir comment penser à la fois ce que, par commodité, j'appelle les droites

radicales en France dans les années trente et éventuellement aujourd'hui, et, au-delà du cas français, les formes de poussées antidémocratiques qui se sont manifestées dans l'entre-deux-guerres dans presque tous les pays d'Europe, avec l'idée qu'il y a énormément de gains de connaissance à attendre d'un « inventaire des différences », d'essayer de comprendre les différences entre les mouvements, organisations et courants de pensée qui y participent et simultanément essayer de réfléchir à ce qu'ils peuvent avoir de commun.

GÉRARD NOIRIEL. – C'est le projet intellectuel, qu'en est-il de sa mise en œuvre ?

MICHEL DOBRY. – Il y a eu dans cette mise en œuvre un peu de hasard, c'est très important, le hasard, notamment pour penser l'histoire. Mais je crois aussi que j'ai eu dès le départ une idée qui pourrait peut-être heurter : réunir dans un même ouvrage des contributions inspirées de problématiques, de « manières de faire » de l'histoire et des sciences sociales qui ne sont pas toutes homogènes. Pourquoi ? Ce n'est pas que je sois moins que d'autres attaché à des problématiques dont je me sens proche, mais j'avais en tête l'efficacité. Je voulais montrer que la thèse historique à laquelle ce livre s'attaque a été contestée, notamment par des auteurs étrangers, spontanément plus ouverts à la comparaison. C'est vrai que cette thèse est « paroissiale », hexagonale, et qu'une des conditions de sa prégnance et de sa prospérité a été la relative fermeture d'une partie des historiens regroupés autour de l'axe Nanterre-Institut d'études politiques à une comparaison systématique, un enfermement dans l'hexagone. La comparaison a à mes yeux des vertus extraordinaires, dont la plus importante est son effet de dénaturalisation. En voici un exemple extrêmement significatif : la question de la participation aux processus électoraux des groupe-



2. René Rémond, *La Droite en France de 1815 à nos jours, continuité et diversité d'une tradition politique*, Paris, Aubier, 1954 (nouv. éd. *Les droites en France*, Paris, Aubier, « Collection historique », 1982).

ments des droites radicales. Le groupe d'historiens rassemblé autour de René Rémond a avalisé une vision du Parti social français dans la deuxième moitié des années 1930 tout à fait étrange. Vous savez qu'après la dissolution des mouvements qui gravitaient autour des Croix-de-feu, le colonel de La Rocque s'est orienté vers une stratégie politique qui consistait à prendre les élections au sérieux, une stratégie électorale, donc. Ces historiens ont interprété cette orientation d'une manière très simple, ou simpliste : c'était une conversion à la démocratie, à ses valeurs, et la preuve décisive que le colonel de La Rocque était passé en quelques semaines d'une très grande ambiguïté en ce qui concerne son positionnement politique – ces historiens reconnaissent souvent aux Croix-de-feu un caractère sinon fasciste, du moins fascistoïde, dans leur vocabulaire – à une conversion inconditionnelle aux valeurs de la démocratie. L'ouverture à la comparaison a ici un effet décapant immédiat : dès qu'on accepte de sortir des limites de l'hexagone, on s'aperçoit que les choses peuvent être plus compliquées et que les mouvements que ces historiens cataloguent comme fascismes « authentiques » n'ont pas nécessairement accédé au pouvoir par la seule utilisation de la violence de rue.

Je reviens à l'objet éditorial : même si dans leur majorité les contributions se rattachent à une orientation commune, le livre a donc un caractère pour une part hétérogène, et c'est un choix. La contrepartie, c'est que j'ai choisi d'assumer ouvertement, comme d'autres contributeurs à ce livre, cette hétérogénéité. Cela signifie qu'à l'intérieur de l'ouvrage, il y a des désaccords et des débats internes qui ne sont pas dissimulés, c'est en fait aussi, en ce sens, un livre de débats ; et en termes de production de connaissances, certains de ces débats internes peuvent ne pas être moins importants que le débat qui oppose ce livre à l'école Nanterre- Institut d'études politiques.

GÉRARD NOIRIEL. – Ne pensez-vous pas que vous fabriquez en partie cette thèse et cette « école » en regroupant sous une même bannière des gens qui ont en réalité des points de vue et des problématiques très différents (car malgré tout René Rémond et Philippe Burrin ne disent pas la même chose) ? Est-ce que vous ne tombez pas vous-même dans la logique classificatoire que vous reprochez à ces historiens, en inventant le parti des adeptes de la « thèse immunitaire » ?

MICHEL DOBRY. – Je vais prendre votre question au sérieux. Est-ce que je fabrique cette thèse ? Je ne le crois pas. Cette thèse a une longue histoire, presque sur la longue durée. Comme je l'ai écrit dans l'ouvrage, elle a considérablement évolué depuis sa formulation initiale. La genèse de la thèse immunitaire n'a pas un intérêt formidable, disons qu'elle se place initialement sur un terrain simple, celui de l'histoire des idées et des traditions idéologiques. C'est le livre de René Rémond, *La droite en France*², qui essaie de les penser (au moins programmatiquement) en des termes dispositionnels. Cet aspect est passé inaperçu dans les polémiques qui ont opposé cette école à d'autres historiens, y compris vous-même. Il y a dans le travail de René Rémond le montage intellectuel suivant : on a affaire à des systèmes idéologiques, des traditions idéologiques – le légitimisme, l'orléanisme et le bonapartisme, qui ont un soubassement social, constitué des dispositions hétérogènes de différents groupes sociaux. Il y a ensuite l'idée de la longue période, et enfin l'idée que ce qui fait la politique ordinaire, les jeux politiques, ne représente que la surface des choses. Ce qui compte c'est ce qui est profond, invisible, sous la surface des événements, ce qui structure sur la longue durée l'univers des droites françaises. C'est là la version initiale de la « thèse immunitaire », qui prétend que, du fait de ces trois traditions idéologiques, la société française est imperméable à toute

influence fasciste. Et j'indique clairement dans mon livre que sur la longue période, cette thèse connaît des mutations importantes. Je n'ai jamais pensé que ceux qui vont s'inscrire dans le sillage de la position centrale de cette thèse et soutenir que la société française est culturellement imperméable à l'appel du « fascisme » (avec les problèmes que pose ce terme, qu'on pourra évoquer ensuite) vont produire la même chose : au contraire, ils vont réaménager la thèse, au point de la rendre souvent méconnaissable. D'autres propriétés attribuées à la société française vont être substituées, de façon très désordonnée, sans beaucoup de souci de cohérence, à ces traditions idéologiques pour expliquer cet attribut fondamental qu'est son imperméabilité au fascisme ; le dogme de cette imperméabilité sera le seul point commun à ces historiens, mais ils s'y raccrochent avec hargne. Si bien que la thèse elle-même, du fait des révisions ou « adaptations » successives, est devenue pour qui veut la discuter une sorte de cible mouvante. J'ai donc construit un tableau de cette thèse, à travers une démarche objectivante, dans laquelle j'ai rassemblé les divers traits « immunisants » prêtés à la société française, en sachant et en soulignant que cette mise à plat de la « thèse immunitaire » ne se retrouve pas à l'identique dans chacune de ses versions. D'autant moins d'ailleurs qu'un même auteur va souvent, dans des travaux voisins, ou face à des publics différents, la modifier à loisir, avec pour seul souci celui de préserver le dogme de l'immunité au fascisme. Cette variété, cette instabilité, ce flou, constituent désormais une propriété de la thèse elle-même, de ce sur quoi ces historiens disent converger.

GÉRARD NOIRIEL. – Il y a cependant des gens qui ont soutenu cette thèse, mais qui sont à l'extérieur du champ que vous délimitez. C'est sans doute pourquoi vous n'en parlez pas dans votre livre. Je pense à Norbert



3. Voir Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, coll. « Histoires », 1999.

Elias et aux apports de la sociohistoire. Dans cette perspective, la faiblesse des mouvements fascistes en France s'explique par le travail de pacification des rapports sociaux développé par la III^e République, dès la fin du XIX^e siècle. Nous sommes ici aux antipodes de l'histoire politique que vous critiquez, mais les divergences de fond ne portent pas sur le problème que vous avez privilégié. Du coup, votre analyse fait disparaître les clivages à mes yeux essentiels au sein de la recherche historique française actuelle.

MICHEL DOBRY. – Je vais vous faire une concession : l'un des objectifs du livre, qui était de faire converger une série de critiques d'une thèse historique très étrange produite par un groupe d'historiens français, débouche bien sur une délimitation qui a des effets d'« exclusion ». Et Elias n'appartient pas à l'univers intellectuel de ces historiens. Son travail, pour moi, n'était pas central sur les fronts que je voulais ouvrir, et l'on ne peut s'attaquer à tout en même temps. Et il est vrai également que ses travaux ont infiniment moins compté dans l'imposition de cet imaginaire historique que ceux de ce groupe d'historiens. Elias pose un autre problème. Je ne suis malheureusement pas sûr de bien maîtriser l'idée d'un « habitus national », mais, en fait, si je devais être un petit peu polémique, je dirais qu'il n'est pas entièrement injustifié de se poser la question de savoir si l'« habitus national » ne s'expose pas largement aux mêmes objections que les sciences sociales contemporaines adressent, je crois à juste titre, à l'idée d'une « culture nationale » ou à celle, pas moins discréditée aujourd'hui, de « caractère national ».

Il est vrai par ailleurs qu'aucun des participants à ce livre n'a songé à vous placer dans l'univers de ceux que nous avons critiqués. Vous faites partie des « exclus ». Avons-nous eu tort ? Ce n'est pas que tel ou tel passage de vos travaux ne puisse être contesté. Et même dans votre propos immédiat je peux, par

exemple, prélever ce dans quoi il serait possible d'identifier des traces de la pensée classificatoire, avec cette frontière nette que vous semblez vouloir reconduire entre les « essences » des mouvements que les tenants de la thèse immunitaire nomment fascismes « authentiques » et les « essences » ou « natures » des droites radicales, dont d'ailleurs la faiblesse dans la deuxième partie des années trente est pour le moins douteuse. Quant à l'explication par la pacification, pour la période pertinente, celle qui précède Vichy, période que vous décrivez d'ailleurs vous-même comme, justement, celle de l'« échec de la synthèse républicaine », je crains fort que cela ne soit guère plus convaincant. Il n'empêche que le sens d'ensemble de votre interprétation de cette période n'est pas là³. Un historien qui souligne la continuité entre une série de dispositifs institutionnels, d'habitus, de pratiques observables avant Vichy et ceux qui sont observables sous Vichy, ne se situe pas nécessairement dans l'univers intellectuel de ce et de ceux que notre livre vise. Mais il est vrai que lorsqu'on ouvre des fronts de débat en histoire et en sciences sociales, il n'est pas toujours aisé de convoquer tous les clivages et tous les débats possibles. Il y a, par exemple, un débat qu'il est possible de dégager sur la portée d'une telle continuité. Vichy déstabilise énormément de choses, et de petites différences dans les « carrières » ou trajectoires des gens dans l'événement peuvent produire d'immenses différences dans leur positionnement ultérieur, avec les mêmes habitus. Un des enjeux intellectuels importants d'un tel débat est le suivant : est-ce qu'un champ donné, politique ou littéraire par exemple, ou un ensemble institutionnel, garde sa « structure » intacte dans des conjonctures telles que 1939-1945 ? En d'autres termes, le constat de la continuité d'une série d'éléments – pris isolément, un à un – institutions, pratiques ou même individus, habitus ou groupes, n'est jamais entièrement satisfaisant, car, si on



4. Michel Dobry, « “Ereignisse” und Situationlogik : Lehren, die man aus der Untersuchung von Situationen politischer Unübersichtlichkeit ziehen kann », *Geschichte und Gesellschaft*, Sonderheft 19, printemps 2001, numéro spécial « Struktur und Ereignis » (Structure et événement), pp. 75-98.

5. Annie Collovald, « Le “national-populisme” ou le fascisme disparu », in M. Dobry (éd.), *Le Mythe...*, op. cit., pp. 279-322.

6. Voir la polémique virulente autour du livre de Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983 : Serge Berstein, « La France des années 30 allergique au fascisme. À propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Vingtième siècle*, n° 2, 1984 ; Jacques Julliard, « Sur un fascisme imaginaire : à propos de Zeev Sternhell », *Annales ESC*, vol. 39, n° 4, 1984 ; Shlomo Sand, « L'idéologie fasciste en France », *Esprit*, n° 8-9, 1983 ; Michel Winock, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », *Le Débat*, n° 25, mai 1983.

veut éviter de les penser comme des « essences » immuables, pareil constat doit toujours être complété par une curiosité pour le fait qu'avec les mêmes éléments, parce que les relations entre eux peuvent se modifier, il peut y avoir émergence ou production d'autre chose, d'autres rapports sociaux, d'autres configurations de relations entre institutions, etc. Et c'est exactement ce qui se passe avec Vichy. Cela soulève un immense problème, c'est la raison pour laquelle il est nécessaire de penser les conjonctures, les transformations conjoncturelles des « structures », c'est-à-dire notamment des transformations des relations entre nombre d'éléments qui peuvent fort bien avoir été déjà là avant Vichy. Et adopter ce point de vue nous permet du même coup de nous donner un puissant moyen de commencer à penser l'événement. J'ai quelque mal à me défaire de l'idée que l'événement est quelque chose de trop sérieux pour être laissé aux seuls partisans, de nos jours plutôt honteux, de l'histoire événementielle⁴ et c'est à mes yeux une des « fautes » des *Annales* que, dans une sorte de compromis tacite, d'avoir de fait consenti à ce type de division du travail (cette observation vaut d'ailleurs aussi bien pour d'autres objets ou domaines de recherche : je songe, par exemple, à côté bien entendu de l'« histoire politique contemporaine », à, malgré Braudel, celle des relations internationales).

PHILIPPE OLIVERA. – En déplaçant un petit peu le questionnement, il y a dans le livre que vous dirigez un exposé d'Annie Collovald qui montre bien le contexte et des raisons de l'émergence de la catégorie de « populisme » liée au succès du Front national⁵. Mais si l'on comprend bien la naissance de cette dernière catégorie, on peut rester intrigué par la question du « fascisme » français pendant l'entre-deux-guerres, sans comprendre vraiment les raisons de la violence autour de ce point de fixation⁶. Au fond,

pourquoi est-il si important – dans la communauté historique – que la France n'ait pas été « fasciste » ?

MICHEL DOBRY. – En fait les raisons du succès social que la « thèse immunitaire » a pendant longtemps rencontré dans la société française, tout comme celles de l'extrême violence et de la passion peu rationnelle avec lesquelles les tenants de cette thèse la défendent, ne constituent pas l'objet du livre. En ce qui concerne votre question, l'un des pièges intellectuels les plus dangereux est de transformer ce qui est advenu en nécessité historique. Je ne peux donc pas garantir que l'émergence de cette thèse ou son succès étaient nécessaires à quoi que ce soit. Le caractère non polémique de ma contribution tient en particulier dans le fait que je ne dis à aucun moment : « René Rémond écrit *La droite en France* pour blanchir les droites françaises de leurs liens avec Vichy. » Sur les motivations de René Rémond, j'ai quelques vagues idées, mais je n'ai pas travaillé sur cette question, ce n'est pas mon objet. De plus, je pense que l'on peut s'en passer. Je peux admettre toutefois que ce qui fait le succès initial de cette thèse peut être rapporté à certaines propriétés que l'on peut trouver dans la période, période où des segments importants des « élites » françaises cherchent visiblement à tourner la page de l'occupation et de Vichy, même si j'ai du mal à adhérer pleinement à la description qu'en proposent certains « historiens du temps présent » et il faut prendre l'idée du « syndrome de Vichy » avec prudence. Surtout : les raisons d'un succès sont très souvent relativement indépendantes des motivations des auteurs ; elles tendent à être davantage les produits d'une multiplicité de séries de déterminations distinctes.

ANDRÉ LOEZ. – Un des éléments qui peuvent expliquer la longévité de la « thèse immuni-

taire » est qu'elle paraît fournir une réponse à un problème évident : il n'y a pas de prise du pouvoir d'un mouvement antidémocratique en France dans les années 1930. Vous critiquez à juste titre cette histoire qui part des résultats des processus pour remonter à des essences comme « téléologique ». Mais est-ce qu'on doit pour autant se désintéresser de ces résultats ? Ou bien, est-ce qu'il reste légitime de se demander pourquoi la France n'a pas connu de prise de pouvoir d'un mouvement antidémocratique ou de droite radicale dans les années 1930, et, si oui, selon quelle stratégie de recherche ?

MICHEL DOBRY. – Les résultats des processus sont très importants, ils affectent ou transforment le destin des gens et des groupes sociaux. La question est toujours la suivante : le résultat est-il de quelque manière le reflet, le résumé ou la clef explicative des processus qui y ont conduit ? Je pense qu'il est sage de ne pas décider trop vite que le résultat est le produit nécessaire de ces processus, et qu'on peut en déduire leur « nature ». Il est, bien entendu, tout à fait légitime de s'intéresser aux effets de la prise du pouvoir de Hitler en Allemagne, mais cette prise du pouvoir et ses effets ne nous donnent pas accès à l'intelligibilité des processus qui ont conduit à ce résultat. Nous gagnons toujours à ne pas projeter de la causalité à partir des résultats, ni davantage à découper les faits dans la profondeur historique en partant « régressivement » de ces résultats. Il y a des résultats gigantesques qui se jouent à la marge, et qui ne sont en rien représentatifs des processus qui y ont conduit. On ne doit jamais oublier qu'il peut y avoir du hasard dans l'émergence des résultats. Tout le reste peut être légitime, et du point de vue de l'historien, tout dépend de la construction de l'« intrigue » qu'on choisit, à ce détail près qu'il faut être excessivement prudent. Voyez justement le désastre intellectuel que représente la déduction, à partir

du résultat du 6 février 1934, de la « marginalité » prêtée aux droites radicales et de l'« allergie » de la société française au fascisme. Il nous faut penser l'histoire en train de se faire, et pour cela il faut admettre, que nous le voulions ou non, que rares sont les situations où tout est programmé dans des « conditions initiales » ou joué d'avance, et par conséquent il nous faut ne pas interpréter le passé en fonction du résultat. Vous connaissez la solution que j'ai proposée et mise en œuvre face à cette difficulté : mettre entre parenthèses le résultat. Cette solution constitue en fait une décision méthodologique fondamentale, mais j'admets qu'elle puisse heurter certaines de nos routines de pensée. Cette posture de recherche comporte encore un autre élément important : si nous voulons faire autre chose que « raconter une histoire », il nous faut accepter aussi une réorientation radicale de notre curiosité, et je pense que, pour les sciences sociales, il est nécessaire de substituer à l'objectif spontané, irréfléchi et imprudent d'« expliquer » un résultat, un autre type d'« énigme » à résoudre.

GÉRARD NOIRIEL. – Paradoxalement, alors que vous avez fait une place majeure à la sociologie dans vos travaux de science politique, vous expliquez ici le succès de la thèse de « l'allergie au fascisme » à l'aide d'arguments qui relèvent davantage de l'histoire des idées (ou de l'épistémologie) que de la sociologie des pratiques. Ne pensez-vous pas qu'on pourrait éclairer les conditions sociales de production de cette thèse, en examinant la position particulière de ses promoteurs dans le champ académique. Des historiens comme René Rémond, Jacques Julliard ou Michel Winock, que vous citez à juste titre comme les chefs de file du courant « allergie au fascisme », ont comme particularité d'être à la fois historiens et journalistes. Ce qui explique que la plupart de leurs ouvrages se présentent comme une mise en forme histo-



7. Michel Dobry, « La thèse immunitaire face aux fascismes. Pour une critique de la logique classificatoire », in M. Dobry (éd.), *Le Mythe...*, op. cit., pp. 17-67.

8. René Rémond (éd.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, coll. « L'Univers historique », 1988.

9. Brian Jenkins, « L'Action française à l'ère du fascisme : une perspective contextuelle », in M. Dobry (éd.), *Le Mythe...*, op. cit., pp. 107-154.

10. Robert O. Paxton, « Les cinq phases du fascisme », *ibid.*, pp. 323-360.

rique des questions d'actualité et non comme des études savantes. Or, depuis l'émergence du Front national au début des années 1980, un thème majeur s'est imposé dans l'actualité française : la « défense de la République » ; thème qui a été décliné sur tous les tons par les historiens qui font partie de ce réseau. « L'allergie au fascisme » s'inscrit me semble-t-il dans cette apologie de « la tradition républicaine ». Si cette hypothèse est juste, n'est-ce pas, finalement, accorder beaucoup trop de crédit à ces écrits que de les discuter avec des arguments scientifiques ?

MICHEL DOBRY. – Je ne le crois pas. Je le rappelle : la visée de ma contribution⁷ et celle du livre ne sont aucunement d'« expliquer » le succès que la thèse immunitaire a rencontré. Et quand par hasard je m'aventure à faire allusion à cette question, ce n'est jamais, je crois, sur le terrain de l'histoire des idées. J'ai choisi de discuter la thèse immunitaire pour elle-même. Et, à cet égard, il faut opérer une distinction, une distinction salutaire, entre ce qui a conduit les gens à produire un point de vue, une thèse, et cette thèse elle-même. Et là, nous avons peut-être un autre désaccord sérieux. A priori, je ne me sens pas en droit de disqualifier une thèse exclusivement sur la base de ses présupposés ou des processus sociaux qui ont conduit à son élaboration. Pour utiliser une métaphore un peu scolaire, si vous découvrez l'Amérique en partant pour les Indes, j'oublie que vous êtes parti pour les Indes. À ce détail près, évidemment, que nos historiens n'ont pas découvert l'Amérique ! Il se peut qu'avec les motivations les plus plates ou même, pourquoi pas, sordides, ou avec des présupposés naïfs, on mette le doigt sur quelque chose d'important du point de vue de la connaissance. Comprendre l'émergence de cette thèse suppose un travail différent de celui que j'ai fait, et je suis certain que les choses doivent être encore bien plus compliquées que ce que vous évoquez. Je dois avouer que ma curiosité porte infiniment

moins sur le destin social de ce groupe d'historiens, dont l'apport en termes de connaissance historique n'est pas fascinant, qu'aux phénomènes qu'à tort ou à raison nous nommons « fascismes », droites radicales, poussée antidémocratique dans l'entre-deux-guerres, etc. Cela dit, je donne parfois sur le point qui vous préoccupe, en passant, des indications, encore grossières, mais qui ne correspondent pas du tout à ce que vous suggérez dans votre question : par exemple, je crois qu'il n'est pas vrai qu'on peut négliger, pour l'intelligence de ce groupe, l'univers professionnel des historiens et sa structuration, et notamment leur rapport aux *Annales*. Le travail reste largement à faire, mais ce que je peux traquer à travers certains documents, c'est que ce rapport aux *Annales* existe, et que leur ressentiment à leur égard est aujourd'hui encore transparent. On le voit dans le manifeste, très tardif, de cette école, *Pour une histoire politique*, où ressort une réelle souffrance vis-à-vis de gens qui ont bénéficié d'une reconnaissance qu'eux-mêmes estiment n'avoir pas eue⁸.

PHILIPPE OLIVERA. – Cette question porte sur votre manière de poser le problème. Un élément récurrent dans nombre des textes que vous publiez, même si vous vous gardez bien d'y avoir recours, est l'obsession de la « modernité » (opposée à la « tradition »), le moderne étant l'équivalent de ce qui est « sérieux »-dangereux-digne de considération. Ainsi, Brian Jenkins montre que l'Action française est « moderne »⁹, Paxton parle d'innovation politique à propos du fascisme¹⁰. Comment abordez-vous personnellement ce problème de la « modernité », de la « nouveauté » ? Sachant que vous critiquez la logique classificatoire, cette classification d'ordre temporel est-elle justifiée ?

MICHEL DOBRY. – Effectivement, je crois qu'historiens, politistes et sociologues sont souvent piégés par des couples conceptuels

tels que « moderne »/« archaïque », ou ce que j'ai évoqué il y a quelques instants, tels que « continuité/changement ». Le cœur de la réponse que je pourrais apporter à votre question, je l'ai déjà évoqué, à propos des éléments de continuité sous Vichy. Je vais le reformuler, sous une forme très générale, comme votre question : « le mort saisit – toujours – le vif », mais le tout est de savoir comment il le saisit, et il n'y a pas de réponse générale à cette question. Et surtout le vif ne se réduit jamais entièrement à la façon dont le mort le saisit. Cela dit, si Jenkins évoque cette « modernité », ce n'est pas en raison de quelque obsession de la modernité, mais, si ma mémoire ne me trahit pas, justement pour montrer les limites de l'usage que les tenants de la thèse immunitaire font du couple « modernité/tradition » : il discute le caractère « archaïque » ou « traditionnel » que nombre de nos historiens aiment à prêter à l'Action française, et qui en opposent la « nature » à la « modernité » qu'ils attribuent d'ordinaire à l'« essence » des fascismes « authentiques ». Les jeux sur l'opposition « modernité/tradition » comme sur le couple « conservatisme/révolution », c'est très exactement l'un des éléments de ce que je critique dans la plupart des différentes variantes de la thèse immunitaire. Le texte de Paxton, en revanche, je vous le concède, est probablement plus vulnérable à cette objection.

J'aimerais aussi prolonger la discussion de ce point dans une direction voisine. C'est vrai que j'ai une certaine répugnance pour tout ce qui se rapproche des logiques classificatoires : classer, faire des typologies. Pourquoi ? Je crois qu'il y a au fondement de cette répugnance une série de positionnements intellectuels. Je crois avoir intériorisé, à tort ou à raison – à raison, je le crains – l'idée que penser et rendre intelligible le monde social ne consiste pas à classer, et en particulier à classer en reproduisant les catégorisations indigènes. Cela pour diverses rai-

sons: d'abord, bien entendu, l'essentialisme qui est le plus souvent associé à la pensée classificatoire, et je pense que je n'ai plus besoin d'insister sur ce point. Mais aussi parce que, dans les luttes politiques, les catégories, les « concepts » et les classements utilisés ne sont pas construits à des fins de connaissance. Cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas intéressants, en tant que des matériaux, dans une démarche de connaissance. Mais lorsqu'émerge le mot « fascisme », ce n'est pas parce qu'un savant a cherché à comprendre la réalité, mais selon d'autres logiques sociales, des logiques liées aux pratiques politiques, et le mot se retrouve d'emblée investi de sens hétérogènes et flotants. Lorsque Mussolini prend le pouvoir, ou, auparavant, lorsque ceux qu'on va appeler les fascistes se mobilisent et entrent en action dans les villes et dans les campagnes italiennes, ils le font évidemment en dehors de toute logique de connaissance. Le mot « fascisme » n'a pas de signification stabilisée, on va se battre ensuite pour savoir quel est son contenu. Lorsque le jeu consiste à rendre intelligibles les faits historiques, et à tenter de monter en généralité – mais c'est un autre jeu, qui le recoupe, le jeu des sciences sociales – je ne suis pas sûr que les catégorisations indigènes nous donnent la clef explicative des phénomènes étudiés. Je pense qu'on a énormément plus à gagner de la posture qui consiste à essayer de comprendre comment se construisent socialement les compétitions autour des classements et des catégories, et c'est justement ce que nos historiens ne font pas. Ce qui ne veut pas dire – il faut constamment prendre cette précaution – que les affrontements sociaux, et ce qui est en jeu dans ces luttes, se ramènent aux catégorisations.

GÉRARD NOIRIEL. – Vous savez quel est l'argument que les historiens (non sans mauvaise foi parfois) privilégient pour réfuter les

critiques qui viennent des disciplines voisines: « il nous dit ce qu'il faudrait qu'on fasse, mais il ne le fait pas lui-même ». D'où ma question. Maintenant que vous avez démolé la thèse immunitaire, quel programme de recherche proposez-vous pour construire la nouvelle histoire que vous appelez de vos vœux ? Autrement dit, en quoi votre critique est-elle susceptible de déboucher sur un programme de recherches qui mobiliserait les sources et les méthodes habituelles de l'historien ? Est-ce que vous pensez que les autres chapitres de ce livre collectif sont une mise en œuvre empirique de la problématique que vous dressez ?

PHILIPPE OLIVERA. – Pour prolonger cette question, quels sont les chantiers qu'il est urgent d'ouvrir, de défricher voire de clore s'ils ont été mal ouverts ? De manière très concrète, quel est l'ordre de priorité des objets à traiter ? À propos de la question incontournable mais peut-être secondaire (c'est ce que vous semblez dire) de l'usage de la catégorie de « fascisme », vous plaidez pour une normalisation méthodologique de l'objet. De manière très pragmatique et très concrète, comment peut-on opérer cette normalisation dans les opérations de recherche ? Ou pour poser la question autrement : si – comme on en a le sentiment à vous lire – le fascisme n'est pas véritablement un objet pertinent des sciences sociales, quels sont les objets que vous pensez devoir lui substituer ?

MICHEL DOBRY. – Cela fait beaucoup de questions distinctes. Je ne suis pas en désaccord, tout d'abord, avec le constat que, désormais, la thèse immunitaire est bel et bien démolie, dans son ensemble et, je le pense, définitivement. Mais, comme Kuhn l'a parfaitement formulé autrefois, il y a peu de chances que ses adeptes abandonnent tous leur point de vue, au moins ouvertement ; je m'attends au contraire à quelque chose de très violent de leur part, et, au vu de ce que

certains d'entre eux ont pu faire dans le passé, je m'attends aussi à quelques coups bas. Mais il y a plus important. Au travers de ce que j'ai évoqué chemine bien, c'est vrai, un réel programme de recherche. Il y a différents chantiers, soit ouverts, soit à ouvrir, qui sont présents dans plusieurs des contributions. Je vais vous en donner trois ou quatre exemples, qui ne sont en rien exhaustifs. Il y a d'abord tout ce que j'ai évoqué jusque-là, notamment l'intérêt de s'attacher aux luttes de classement et à l'émergence des labellisations sans lesquelles on ne saurait comprendre pourquoi une très large partie des droites radicales françaises n'accepte pas de se dire « fasciste » et se lance dans la construction compétitive de ce que j'ai appelé des décalages de distinction. Cela suppose bien entendu d'appréhender, dans ce domaine de la recherche, les différentes composantes des droites radicales d'un point de vue systématiquement relationnel, dans leurs espaces de concurrence, au travers des contraintes liées à ces espaces de concurrence, et dans les conjonctures variables qui affectent la structuration ou, si vous préférez, la configuration de ces espaces de concurrence. C'est l'un des chantiers auxquels correspondent mes travaux et c'est dans cet axe que s'inscrivent largement beaucoup des contributions du livre, celles de Bruno Goyet, Brian Jenkins et Didier Leschi¹¹ aussi bien que celles, touchant à d'autres périodes, de Annie Collovald et Violaine Roussel¹². Adopter un tel point de vue relationnel constitue à mes yeux l'un des moyens privilégiés de rompre avec la tentation de penser ce qui est « fasciste » et ce qui ne l'est pas ou pas tout à fait en termes d'« essences » ou de « natures » radicalement différentes ou nécessairement « incompatibles ».

Ensuite, au-delà du cas français, une des faiblesses d'une large partie des travaux se rattachant à la thèse immunitaire tient à sa manière de construire une histoire propre-



11. Bruno Goyet, « La "marche sur Rome" : version originale sous-titrée. La réception du fascisme en France dans les années 20 », in M. Dobry (éd.), *Le Mythe...*, op.cit., pp. 69-105; Didier Leschi, « L'étrange cas La Rocque », *ibid.*, pp. 155-194; B. Jenkins, « L'Action française... », op. cit.

12. Violaine Roussel, « Labels politiques et construction de l'identité militante : le cas du Front national », in M. Dobry (éd.), *Le Mythe...*, op. cit., pp. 237-277; A. Collovald, « Le "national-populisme"... », op. cit.

ment imaginaire des fascismes qu'elle considère comme « authentiques », pour opposer cette histoire aux propriétés qu'elle attribue aux droites radicales françaises. Ce qui me semble urgent à déchiffrer, en se débarrassant de la logique classificatoire, dans la période de l'entre-deux-guerres, c'est à quoi nous avons exactement affaire. Je ne suis pas absolument certain que le centrément intellectuel de la plupart des questionnements sur les fascismes ayant « réussi » – il suffit pour mesurer l'ampleur de ce centrément de collecter l'essentiel des définitions du fascisme ou du nazisme, et pas seulement parmi nos historiens – ne constitue un piège non seulement pour l'intelligence de ce qui s'est passé en France mais aussi pour l'intelligence de ce qui s'est passé ailleurs. Le centrément de l'analyse sur ceux-ci se justifie d'une certaine manière, mais pas en termes de connaissance : par le fait, comme je l'ai déjà mentionné, qu'une fois au pouvoir le nazisme a eu des effets gigantesques sur le destin d'un grand nombre de sociétés, de groupes et d'individus. Je plaide donc pour une transformation du point de vue, pour un décentrement des analyses par rapport aux fascismes ayant « réussi ». Cela signifie que notre focalisation sur le fascisme italien et le nazisme allemand biaise notre regard historique, et occulte d'autres phénomènes et même sans doute un peu notre appréhension des cas allemand et italien. Un aspect décisif de la normalisation méthodologique que je propose réside dans ce décentrement. Je dois dire par parenthèse qu'entre le fascisme italien et le national-socialisme allemand, il n'est pas certain que les différences sont moindres qu'entre ces phénomènes et de nombreux autres phénomènes que nous observons dans toute une série de pays européens, y compris la France. Les chantiers ouverts, au moins partiellement, consistent en particulier à réorganiser l'univers des phénomènes empiriques que nous avons sous les

yeux. Rapprocher ce que le sens commun sépare, en particulier, et ne pas, trop rapidement, accorder de l'évidence à ce que le sens commun rapproche. Je suis depuis longtemps partisan d'une posture de recherche qui consiste à comparer ce qui ne nous semble pas spontanément ou immédiatement « comparable », c'est-à-dire comparer des processus, institutions ou pratiques que les catégorisations ou le langage ordinaire tendent à opposer ; notamment parce que ces catégorisations ont pu subir les effets de notre fascination pour les résultats de certains processus.

Un autre aspect de vos questions renvoie, si je ne me trompe, aux données, et plus spécialement au rapport que les historiens ont à leurs archives. Ce rapport n'est en rien propre aux historiens, même si la manière de traiter ce matériau n'est pas homogène. Mais même pour les historiens, il n'y a pas de moyen d'échapper à l'énoncé suivant : lorsque nous sommes confrontés à des matériaux, nous le sommes toujours avec une idée, une hypothèse, subreptice, trop souvent, ou consciemment construite. Et c'est une des raisons pour lesquelles toute attitude positiviste me semble immédiatement suspecte. Ensuite, c'est un autre point, il m'est malheureusement difficile de contester que l'argument ou, plutôt, la tactique rhétorique de défense du territoire de l'historien que vous avez évoquée ne serve souvent à tenter d'esquiver ou occulter les difficultés ou le débat.

GÉRARD NOIRIEL. – Nous sommes d'accord sur ce point. Mais je crois que nous devons aussi être tous très vigilants pour ne pas pérenniser la division du travail entre ceux qui vont élaborer des modèles d'un côté et ceux qui vont aller aux archives de l'autre. Il m'a semblé que dans la conclusion de votre analyse, vous proposiez une sorte de modèle théorique pour repenser l'étude du phénomène fasciste ?

MICHEL DOBRY. – J’aimerais ajouter encore qu’il existe d’autres types de rapport aux archives, lorsqu’on se sert de l’archive non à des fins de connaissance mais simplement de légitimation. Assez souvent, on a du mal, dans l’état actuel des sciences sociales, et des pratiques des historiens, à savoir à quoi exactement servent les matériaux empiriques dans les démonstrations : ils sont souvent là pour légitimer des énoncés interprétatifs qui, pris dans le détail, n’ont parfois qu’un rapport très lointain avec le matériau sollicité. C’est un problème crucial et déstabilisant pour une part importante de la recherche contemporaine. Le seul fait d’aller aux archives ne saurait justifier des interprétations historiques intenable ou, comme dans le cas de la thèse immunitaire, proprement fantaisistes.

En revanche, pour ce qui est du modèle, nous aurons peut-être une divergence. Je me suis peut-être mal exprimé, car ma position est la suivante : tout, dans l’histoire – tous les faits historiques – n’offre pas prise à la construction de modèles théoriques, c’est dans ce sens que j’entends le terme de « modèle ». Car cette démarche suppose, que cela nous plaise ou non, que nous soyons capables d’arracher à l’historicité de nos objets quelques bouts de connaissance permettant une montée en généralité ou débouchant sur des énoncés de type plus ou moins nomologique. Plus spécifiquement, je ne crois pas qu’il y ait une théorie du fascisme possible. Si je ne crois pas qu’un modèle théorique soit possible, c’est que ce que nous appelons « fascisme », je l’ai montré dans mes travaux, est non seulement très flou, mais surtout lourdement marqué par les « réussites » des fascistes italiens et des nazis allemands, c’est-à-dire par des résultats qui d’emblée piègent le chercheur. Et je ne suis pas davantage sûr qu’il soit possible de tirer des labellisations auxquelles se livrent les acteurs sociaux une théorie. Donc je ne suis



13. Voir entre autres, Ian Kershaw, *Hitler : essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 1995.

14. Michel Dobry, « Charisme et rationalité : le “phénomène nazi” dans l’histoire », in Jacques Lagroye (éd.), *La politisation*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2003, pp. 301-323.

pas sûr que les essences que les historiens, sociologues et politistes attribuent aux fascismes « authentiques » ne soient autre chose que des artefacts. En d'autres termes, je ne suis pas sûr qu'il y a des différences radicales de « nature » entre les mouvements qui ont été labellisés « fascistes » et bien d'autres composantes des droites radicales. Je n'ai donc pas de modèle du fascisme, ce que je suggère, c'est que pour rendre compte des « fascismes » et d'autres phénomènes qui pourraient en être proches, il nous faut découper la réalité historique autrement qu'en partant des « fascismes authentiques » ; ou, en d'autres termes, qu'il nous faut construire nos objets de recherche autrement. Je pense que l'on gagne à substituer à la recherche, jusqu'à présent vaine, d'une théorie du fascisme « générique », d'autres modes d'appréhensions de ces phénomènes, qui les rapprochent d'autres phénomènes, qui ne sont pas catégorisés comme fascismes. Ou, comme je l'ai déjà suggéré tout à l'heure, lui substituer d'autres « énigmes », c'est-à-dire aussi d'autres regroupements d'objets historiques, d'autres découpages de la réalité historique résultant d'autres types de questionnement. Je vais vous donner une autre illustration de cette posture, une sorte d'illustration limite, de ce type de démarche, qui a pour notre discussion l'avantage de correspondre au travail d'un historien patenté qui n'a pas participé au livre, l'interprétation que Ian Kershaw a proposée du nazisme. Kershaw,

au lieu de rapporter le « phénomène nazi » à une théorie générale du fascisme, a choisi comme angle d'attaque du « phénomène nazi » la domination charismatique ; il a choisi de substituer aux évidences des découpages ordinaires un autre questionnement appuyé sur la sociologie de Max Weber¹³. Quelles que soient les réserves que l'on peut avoir vis-à-vis de tel ou tel aspect de son travail¹⁴, je pense que pareille posture peut se révéler à terme d'une réelle fécondité. Le problème sur lequel on bute, c'est que lorsqu'on s'attaque à ce type de phénomènes, on ne peut qu'être « réducteur », on ne peut qu'opérer des découpages dans la réalité, mais j'avoue que je ne crois pas à l'explication totale de la totalité d'un phénomène historique. Lorsque vous choisissez comme « entrée » pour l'analyse la domination charismatique, les liens qui se créent entre un leader charismatique et la « communauté émotionnelle » de ses adeptes, nécessairement vous laissez de côté d'autres aspects de la réalité. Mais je crois qu'aucun chercheur ne pense sérieusement aujourd'hui qu'on peut épuiser la réalité. Nous savons tous que sous des modalités différentes, d'une manière plus ou moins consciente et contrôlée, nous découpons dans la réalité historique des intrigues, des enchaînements causaux qui laissent tomber une part considérable de la réalité. C'est le plus souvent, probablement toujours, le prix à payer pour une avancée de la connaissance.